



Montreuil, le 6 décembre 2021

Lettre ouverte à destination de :

- **M. Jean Castex**, Premier Ministre et Président du CNI
- **M. Bruno Le Maire**, Ministre de l'Économie, des finances et de la relance
- **Mme Agnès Pannier-Runacher**, Ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance chargée de l'industrie
- **M. Alexandre Saubot**, Vice-président du Conseil national de l'industrie
- **Aux Présidents des CSF**
 - **M. Thierry Tingaud**, CSF « Industries de l'Electronique »
 - **M. Olivier Bogillot**, CSF « Industries et Technologies de Santé »
 - **M. Luc Chatel**, CSF « Automobile »
 - **M. Marc Darmon**, CSF « Industries de Sécurité »

Copie :

- **M. Philippe Martinez**, Secrétaire général de la CGT et membre du CNI
- **Mme Marie-Claire Cailletaud**, Commission exécutive confédérale de la CGT et membre du Comité exécutif du CNI

Mesdames, Messieurs,

Cette lettre ouverte, signée des 4 représentants CGT aux CSF des industries de l'électronique, des industries et technologies de santé, de l'automobile et des industries de sécurité, a pour objet de porter à votre connaissance l'analyse que nous faisons concernant la pénurie de composants dans notre pays.

Ce courrier ne se veut pas être qu'une mise en visibilité des raisons qui ont amené notre industrie à marcher au ralenti entraînant la mise au chômage de dizaines de milliers de travailleurs mais se veut également être porteur de propositions pour y remédier et ceci sur le long terme.

Derrière le terme "pénurie de composants" se cachent des réalités bien différentes qu'il convient de préciser.

Force est de constater que les échanges dans nos CSF respectifs restent superficiels, évasifs et ne permettent pas d'appréhender à la fois globalement et de manière précise les situations auxquelles les entreprises ont à faire face pour ce que l'on a pris l'habitude d'appeler "la pénurie de composants".

Si on prend, par exemple, la filière automobile, il apparaît que les difficultés rencontrées par le secteur ont des sources bien différentes :

- **Concernant l'électronique haut de gamme / microcontrôleurs**

Les stratégies “*fab-lite*” des entreprises de semi-conducteurs européennes, dont STMicroelectronics, mises en place depuis de nombreuses années ont créé une dépendance majeure du secteur vis-à-vis des fondeurs asiatiques, TSMC (Taïwan) en tête qui produit plus de 50% des composants dans le monde. Depuis, certaines décisions ont été ou sont sur le point d’être prises mais, une fois de plus, on observe que chaque entreprise fait valoir sa propre stratégie et chaque état européen fait valoir ses intérêts nationaux : au-delà des affichages et quelques projets, il n’y a pas de coopération réelle entre l’ensemble des acteurs. Pour les entreprises du secteur, le contexte de reprise post-Covid est devenu un effet d’aubaine pour récolter beaucoup d’argent public (France & UE) sans contreparties, ce qui est inacceptable.

La CGT de STMicroelectronics et de Soitec ont rédigé une tribune sur la filière semi-conducteur pour définir un projet industriel européen et surtout ouvrir ce débat clé :

<https://www.usinenouvelle.com/article/tribune-pour-la-cgt-de-soitec-et-stmicro-il-faut-creer-un-tsmc-europeen-a-l-instar-d-airbus-ou-de-galileo.N1153462>

- **Concernant le back-end [BE] (encapsulation/test), composants passifs et circuits imprimés**

Le choix historique de délocaliser en Asie la grande majorité des filières BE de l’ensemble des composants électroniques s’est fait particulièrement ressentir quand la Malaisie (environ 30% du BE mondial pour l’automobile), a été frappée de plein fouet par la pandémie, qu’un confinement a été décrété et que les usines ont été mises à l’arrêt. Même si on sent bien que cet épisode se résorbera avec le temps, on constate ici qu’une activité à faible marge mais à très haut niveau d’automatisation (impact réduit des niveaux de salaire) a complètement grippé l’activité des industries clientes en aval et ceci avec des conséquences financières énormes (privé et public avec les aides associées + chômage partiel).

Le constat est exactement le même pour les composants passifs et les circuits imprimés qui connaissent également des pénuries importantes.

Nous pouvons, et même devons, faire un premier retour d’expérience associé au Covid qui a constitué un véritable “stress test” grandeur nature révélant les failles de nos chaînes d’approvisionnement, complètement sous-estimées jusqu’alors.

Aujourd’hui, la feuille de route du CSF Electronique n’a quasiment pas évolué malgré l’ampleur de la crise et ses conséquences. Même s’il est toujours primordial de développer un écosystème solide autour de l’électronique de puissance sur le territoire national, le périmètre de nos travaux, les projets industriels ainsi que les coopérations à mettre en place entre les acteurs nationaux et même européens doivent être d’une tout autre ampleur. Nous ne cessons de le répéter en vain.

La CGT propose donc d’ouvrir une réflexion pour la construction de la filière en partant des besoins des industries aval (médical, automobile, aéronautique, bâtiment, défense...) sur les années à venir afin de déterminer quelles productions doivent être (re)localisées en France afin d’assurer la pérennité des activités industrielles françaises. En effet, quel intérêt de construire une filière de la *medtech* française pour assurer l’indépendance sanitaire du pays si cette industrie est dépendante de pays étrangers pour un composant, une encapsulation ou une carte électronique complète ? Comment garantir la sécurité du pays si le matériel de défense est :

- à la merci de composants asiatiques ou américains pouvant comporter des *backdoors*,
- sous l’égide de la réglementation américaine ITAR ?

En résumé, comment garantir la souveraineté dans un monde numérique si le matériel, les communications, la gestion et la sécurisation des données sont dépendantes de pays étrangers, d’évènements climatiques ou de géopolitique ?

Pour nous, la réflexion autour des enjeux des composants et de la souveraineté numérique ne peut se cantonner à la distribution de quelques milliards pour garantir l’approvisionnement “européen” des composants très haut de gamme. La souveraineté numérique doit être pensée globalement en partant des besoins tout en tenant compte de l’impact environnemental de ces activités, c’est-à-dire sans attendre en construisant une filière de réparation, de réutilisation et de recyclage des composants et des cartes électroniques. De plus, nous insistons sur le fait que toute (re)localisation d’activités en France permettra de réduire notre impact sur le changement climatique.

La CGT demande donc qu’un groupe de travail inter-CSF, appuyé par un ou des cabinets d’experts indépendants et français, réalise rapidement une mission d’évaluation des besoins industriels des filières « clientes » en termes de composants électroniques, au sens large. Sur la base de ce constat, des premiers scénarios de (re)localisations permettant de garantir la souveraineté et la sécurité d’approvisionnement de notre industrie devront être proposés, chiffrés puis débattus. Ce groupe de travail, dont la CGT sera partie prenante, établira ainsi des préconisations pour enfin apporter des réponses concrètes, pérennes et structurantes.

Dans l’attente de votre réponse, nous vous prions d’agréer, Mesdames, Messieurs, l’expression de nos sentiments distingués.

M. Fabrice Lallement, membre CGT au CSF « Industries de l’Electronique »

M. Franck Perrin, membre CGT au CSF « Industries et Technologies de Santé »

M. Richard Gentil, membre CGT au CSF « Automobile »

M. Sylvain Delaitre, membre CGT au CSF « Industries de Sécurité »